Page 02

ENTREPRISES

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ AU CAMEROUN

Le silence de Manaouda Malachie inquiète le Comité d’organisation

A plus que quelques jours de la tenue du ‘‘Salon international de la santé au Cameroun’’ qui va se dérouler du 24 au 28 juillet 2023, au Musée national de Yaoundé, le ministre de la Santé publique, Manaouda Malachie, parrain de l’événement et les députés de la nation qui promeuvent des services et soins de santé de qualité au quotidien, sont jusqu’ici silencieux et leur soutien tant financier que matériel est plus que souhaité par le comité d’organisation.

C’est sous le thème : « La santé et ses enjeux » qu’aura lieu la 4e édition du Salon international de la santé au Cameroun. Organisé par G Conseil Cameroun du Dr Simon Pierre Gwet en partenariat avec l’Association professionnelle des entreprises privées prestataires de Services et de Soins de Santé au Cameroun (Apes), l’événement qui approche à grands pas vise à contribuer à l’augmentation et à amélioration de l’offre des services et soins de santé au Cameroun, à améliorer la qualité des plateaux techniques, à renforcer les capacités du personnel soignant. Mais aussi, à apporter des solutions concrètes aux populations en cas de maladie…

À quelques jours de cet événement, nous nous sommes rapprochés du promoteur pour prendre le pôle l’organisation. « Les préparatifs vont bon train, les différents intervenants s’activent pour apporter à l’opinion publique la connaissance adéquate et nécessaire pour leur santé. Le site est déjà bien connu au Musée national au pied du ministère de la Santé », renseigne le Dr Simon Pierre Gwet. Malgré les moyens financiers très limités, le promoteur et le comité d’orientation pensent encore réussir cette édition comme ce fut le cas avec les précédentes. Profitant de notre présence, le comité d’organisation a tenu à interpeller le ministre de la Santé publique, Manaouda Malachie, parrain de l’événement, qui jusqu’ici n’a guère pris des mesures au niveau de son département ministériel pour que les organisateurs puissent bénéficier d’un accompagnement symbolique. Ce qui leur permettrait de résoudre un certain nombre de problèmes qui bloquent la préparation sereine de ce projet d’envergure. À date, les yeux du comité d’organisation son rivés sur Manaouda Malachie, parrain de la 4e édition du Salon internationale de la santé au Cameroun.

Côté des élus de nation, le constat est le même. Souvent au premier rang des soutiens du Comité d’organisation, ces honorables parlementaires qui prônent la meilleure qualité de services des soins de santé, à plus que quelques jours de la tenue de cette initiative humanitaire et sociale, n’ont jusqu’ici posé aucune action concrète pour la réussite de cet événement.

Rappelons que les thématiques et des sujets d’actualité sur la santé tels que : le droit à la santé, la couverture santé universelle, la médecine du travail et la médecine scolaire, l’évacuation sanitaire, la responsabilité des acteurs de santé, l’impact de la diaspora sur les services et les soins de la santé, la médecine traditionnelle (africaine et asiatique) face à la médecine occidentale… seront abordés au cours de cette 4e édition.

Partenaire du ministère de la Santé publique depuis 2017, G Conseil Cameroun, en collaboration avec l’Association professionnelle des entreprises privées prestataires de services et de soins de santé au Cameroun (Apes), œuvre pour la gestion stratégique des problèmes de santé via Salon international de la santé au Cameroun.

Raphael Mforlem

TCHAD-CAMEROUN PIPELINE

Un nouveau DG à la tête de Cotco

C’est au cours du conseil d’administration de la Cameroon Oil Transportation Company (Cotco) tenue le 4 juillet dernier que Bako Harouna DGA du Port autonome de Kribi a été porté à la de cette grosse structure.

Cameroon Oil Transportation Company (Cotco) a un nouveau Directeur général. Il s’agit de Bako Harouna, l’actuel Directeur général Adjoint du Port autonome de Kribi. Il a été porté à ce poste au terme d’un Conseil d’administration de la société tenu ce 4 juillet 2023 à Douala et auquel le ministre tchadien des Finances a pris part. Selon le président tchadien, « ça marque la dernière étape de la nationalisation des actifs de l’ex-Esso décidée en mars 2023 ».

La nomination Bako Harouna intervient quelques mois après la révocation des administrateurs de Savannah, dont Nicolas Aubin de Blanpré nommé DG de Cotco par Savannah le 24 mars dernier.

La décision de porter un Camerounais à la tête de cette structure stratégique pour le pétrole au Tchad laisse paraître la volonté d’une gestion conjointe entre le Cameroun et le Tchad. En visite officielle au Cameroun le 19 juin 2023, le secrétaire général de la présidence de la République du Tchad, Gali Ngothé Gatta, émissaire du président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, a indiqué avoir sollicité de l’Etat camerounais pour « une bonne cogestion (du pipeline Tchad-Cameroun, Ndlr) et une avancée qui ne permette plus les dissensions que nous avons connues dans le passé ». Elle traduit par ailleurs l’ambition du Tchad d’éjecter de l’actionnariat de Cotco, une entreprise qui pourtant dit avoir racheté les 41 % détenus par ExxonMobil que les autorités tchadiennes ne manquent pas de présenter comme une « nébuleuse ». Selon certaines informations parvenues à notre rédaction, Nicolas Aubin de Blanpré a été interpellé par la gendarmerie lors du Conseil de ce jour.

La nomination Bako Harouna à la tête de Cotco, pourrait alors ouvrir des perspectives pour le Cameroun d’envisager une augmentation de ses parts dans l’actionnariat de Cotco. En effet, depuis que la Commission de la Cemac à autoriser l’acquisition des parts de Petronas Carigali Chad exploration & Production Inc dans le consortium de Doba par la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT) le 15 mai 2023, la géographie du capital de Cotco a changé. Les parts du Tchad ont bondi à 53,77 % tandis que celles de la SNH ont stagné à 5,17 %. À l’issue du Conseil d’administration de la Société nationale des hydrocarbures qui a gelé la transaction conclue entre Savannah Midstream Investments le 19 avril 2023.

Dans une correspondance datée du 02 juin et adressée au ministre Tchadien des Hydrocarbures et de l’Énergie, Djerassem Le Bemadjiel, Adolphe Moudiki formulait le vœu d’acquérir 20 % des parts du Tchad au sein de cette entreprise. « Je formule, pour le compte de la république du Cameroun et conformément au mandat que le président de la République m’a confié (…) la demande du Cameroun d’une rétrocession à son profit de 20 % des 53 % détenus par le Tchad dans le capital social de Cotco », écrit Adolphe Moudiki. Selon le patron de la SNH, et à l’issue de l’opération, si actée, les participations des deux États « seraient de 35,17 % pour le Cameroun et 33,77 % pour le Tchad, en droite ligne de participations initiales dans le projet à savoir 8,50 % pour le Cameroun et 5,00 % pour le Tchad », poursuit ce dernier.

Amina Malloum

Page 03

ENTREPRISES

ENEO

Le nouveau DG dévoile sa feuille de route

Amine Homman Ludiye Directeur général nouvellement promu d’Eneo Cameroon S.A, a présenté cette stratégie de redressement lors de son tout premier discours tenu en présence de ses collaborations le 29 juin 2023.

Procéder à la maitrise des finances, au respect de l’équilibre régional, à l’apaisement du climat social, à l’amélioration de la gestion des projets, de la qualité de service, mais également maitriser l’extension du réseau de distribution et approfondir les relations avec les autres acteurs du secteur, font partie des points clés sur lesquels le nouveau Directeur général d’Eneo Cameroon S.A. devra s’appesantir tout au long de son management. Cette feuille de route a été présentée par Amine Homman Ludiye lors de sa prise de service le 29 juin 2023.

Conscient de ce que l’image de l’entreprise dont il prend les rênes est fortement ternie au sein de l’opinion, le nouveau DG a déclaré : « Chers collègues, aujourd’hui, l’image d’Eneo est fortement ternie. Malgré le professionnalisme de ses agents, malgré le travail quotidien que vous menez sur le terrain, et nos efforts déployés dans un contexte difficile, l’image d’Eneo est mauvaise. Nous allons la restaurer. Eneo ne peut pas, ne doit plus être perçue comme le grand satan du secteur de l’électricité… »

Amine Homman Ludiye a indiqué que sa nomination à la tête d’Eneo Cameroon intervient dans un contexte particulier pour le secteur de l’électricité. Un secteur fortement marqué par une situation financière difficile, un climat social perturbé, une sous-traitance de plus en plus exigeante, relâchement dans le respect de nos valeurs d’entreprise, etc. Pour changer la donne, le nouveau Directeur général envisage améliorer la qualité de service offert par l’entreprise, étendre son réseau de distribution, intensifier la pose des compteurs prépayés, renforcer les centres de production d’électricité, développer des énergies renouvelables telle l’énergie solaire, améliorer la gestion des projets énergétiques et améliorer les échanges commerciaux auprès de la clientèle.

Mais pour y parvenir, le nouveau Directeur général milite pour une nouvelle politique. « Parvenir à ce stade va nécessiter un renforcement de notre politique RSE et de notre communication, pour faire savoir et expliquer les enjeux, les défis et les contraintes auxquels nous faisons face. Mais la priorité reste l’amélioration de notre trésorerie et de notre capacité financière, par le recouvrement, la redéfinition des priorités Capex et la mobilisation des financements nécessaires ».

L’amélioration des performances d’Eneo Cameroon tient également à cœur Amine Homman Ludiye, surtout que les résultats de cette entreprise ces dernières années sont peu reluisants. « Je m’emploierai avec les équipes de la Direction financière, et commerciale, à accélérer ce mouvement. Il en va de la survie de notre entreprise. Enfin, je m’attacherai à développer nos relations avec les autres acteurs du secteur qui sont nos partenaires », a promis le nouveau Directeur général.

Pour ce qui est du personnel, le nouveau top management d’Eneo entend aussi restituer non seulement le climat social serein et apaisé entre l’entreprise et son personnel, mais aussi, la restructurer le système de couverture sanitaire et procéder au respect de l’équilibre régional pour ce qui est des nominations.

Raphael Mforlem

SOPECAM

L’entreprise enregistre un chiffre de 20 millions en 2022

C’est au cours du Conseil d’administration de la Société de presse et d’édition (Sopecam) tenu le 4 juillet 2023 que ces chiffres ont été rendus publics.

Selon les chiffres rendus officiels au cours du Conseil d’administration, de la Société de presse et d’éditions du Cameroun (Sopecam), il en ressort que l’entreprise a réalisé un chiffre d’affaires de 5,8 milliards de FCFA en 2022 contre 5,3 milliards de FCFA en 2021 soit, une hausse de 481,7 millions de FCFA. De façon globale, l’institution a enregistré 20,9 milliards de FCFA en 2022 comparativement à 2021 dont le chiffre d’affaires était de 18,8 milliards de FCFA. Pour 2022, l’entreprise connait une progression de 2,1 milliards de FCFA. Pour ce qui est du résultat net la Sopecam s’est améliorée. Elle est passée de -77,4 millions de FCFA en 2021 pour 146,1 millions de FCFA en 2022. Le résultat de l’exploitation a connu une hausse allant de 70,3 millions de FCFA à 311, 2 millions de FCFA soit une augmentation 240,9 millions de FCFA.

Même si l’entreprise n’a guère donné les raisons de cette performance encourageante, elle peut tout de même se justifier par la hausse des ventes des produits de la Société de presse et d’édition au courant de l’année 2022. A en croire les statistiques de la Commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic (CTR), la Sopecam a enregistré une baisse de 8,5 % des ventes du quotidien national bilingue Cameroon Tribune, 52 % pour ce qui est des magazines et autres journaux, 8,9 % pour la publicité, 84,7 % pour les livres et éditions et 15,5 % pour les travaux d’impressions, en 2021.

« L’entreprise cumule toujours des difficultés de trésorerie. Le Conseil d’administration ne fait pas mention des chiffres y relatifs, mais l’on se souvient tout de même que Sopecam a respectivement affiché une trésorerie négative de -176,6 millions de FCFA en 2020 et -186,2 millions en 2021 », révèle le président du Conseil d’administration, Joseph LE.

Selon le président du conseil d’administration, cette situation est due, au fait que l’entreprise ne bénéficie pas des avantages à elle offerte par le décret N°2016/2016 du 28 avril 2016 du Chef de l’Etat, qui mute la Sopecam d’un établissement public à caractère industriel et commercial en société à capital public ayant pour unique actionnaire l’Etat. En outre, le décret précise que la Sopecam peut, en tant que de besoin, créer des filiales, des succursales, agences, comptoirs et dépôts, en relation avec son objet.

Pour Joseph LE, si la Société de presse et d’édition réussit à mettre en application toutes ses missions tel que prévoit le décret du président de la République, l’entreprise va obtenir des résultats probants.

RM

Page 04

BANKING AND FINANCE

2023 BOND ISSUE

Afriland Stock Exchange Helps Cameroon raise 176.6 billion FCFA

After compiling subscriptions, the consortium of arrangers selected recorded an overall envelope of 176.6 billion FCFA against 150 billion FCFA initially sought, making an oversubscription of 26.6 billion FCFA. Cameroon thus record a success for it’s 7th bond issue.

Borrowing operation for the year 2022 is made possible by the participation of investors from the sub-region in the various tranches, but also and above all thanks to the stock exchange companies that have increased the underwriting to a sustained level. Afriland Bourse, subsidiary of Afriland First Bank dedicated to market operations, holds the largest investment in terms of underwriting.

This company has injected in the last moments, 6 billion FCFA additional bringing the total amount of the underwriting of the arrangers to 110 billion FCFA. This is the second time on this operation that the company headed by Pierre Kammogne makes an addition on its underwriting which is now fixed at 39 billion FCFA, i.e. 20.5% of the amount collected. Since Cameroon’s loan is in multiple tranches, Afriland has essentially invested on the 6-year maturity tranche paid at 6.75%According to the Minfi figures, investors have flocked to short maturity tranches.

Clearly, for the tranche with a maturity of 3 years, the amount requested was 40 billion, however the amount subscribed was 79 billion, i.e. a coverage rate of 198%. Regarding the tranche with a maturity of 4 years, investors have served the country 61 billion out of 40 billion sought, i.e. a coverage rate of 154%. The 6- and 8-year tranches have been subscribed to the tune of 50 and 20 billion respectively, for sought-after amounts of 25 and 10 billion.

The Cameroonian Public Treasury confirms its intention to arrogate to itself the entire amount proposed by the investors. For this, the country has requested the authorization of the Central African Financial Market Surveillance Commission (COSUMAF) to arrogate the additional funds to itself.

According to the information documented on this operation, the State of Cameroon plans to allocate the sum of 85 billion FCFA to the realization of road works. These include ; the construction project of the Lolabé-Campo expressway, the asphalting of the Soa-Esse and Awae-Esse road, the construction works of the Yaoundé-Nsimalen motorway, the asphalting of the Ekondo Titi-Kumba-Mamfé road among others.

The urban development work is estimated at 15 billion FCFA, against 20.5 billion FCFA for energy infrastructure and pipe borne water supply. Among the eligible projects are the pipe borne water supply project for the city of Yaoundé from the Sanaga, the construction project for the 400 KV Nachtigal-Bafoussam transmission line and its related works, the strengthening and stabilization of the electricity transmission networks of the city of Yaoundé and Douala. In the same light, the government intends to allocate 15 billion FCFA for the reconstruction program for the Far North, North-West and South-West regions.

Concerning the loan settlement, Cameroon has opened an amortization account at the Central Bank which will be funded every 15th of the month peak period of tax revenues. This provision is made by automatic debit from the BEAC enough to provide a security for investors. At each maturity, the BEAC takes the amount to be paid from the amortization account and puts it at the disposal of bondholders via the approved intermediaries.

Sorelle Ninguem

BANK LOANS

Cameroon Registers 4,550.1 billion Increase in March 2023

Despite the restrictive monetary policy put in place by the Bank of Central African States (BEAC) to restrict access to financing in order to combat rampant inflation in the CEMAC zone, Cameroonian banks have kept the course on the credit market.

At the end of March 2023, local banks granted a total of 4,550.1 billion FCFA in loans to the economy. According to the data published by the Central Bank, this envelope is up by 10.3% year-on-year, bank loans amounted to 4,121.6 billion FCFA in 2022. This progress was supported by the 17 banks that make up the Cameroonian banking system.

The banks granted more short-term loans worth 2,365.3 billion FCFA, with an increase of 12.1% against 2,110.5 billion FCFA granted in March 2022. As for medium-term loans, they jumped to 2,047.1 billion FCFA (+ 9.1%) in March 2023. Long-term loans were the least granted with 137.5 billion FCFA against 134.6 billion FCFA in March 2022. Long-term loans, which are meant to support investment over a long repayment period, were the least solicited, as they represent only 3% of the overall portfolio of banks. The latter prefer to focus on the short term (51.98%) and the medium term (44.99%).

In effect, after BEAC relaxed its financing conditions in 2020 order to support the economies of the subregion affected by the Covid-19 health crisis, the CEMAC Central Bank changed its orientation in 2021, by giving an upward trajectory to its key rates. Last March, the monetary issuing institute raised, for the 4th time since December 2021, its key rates to 5% for the tender interest rate (Tiao) and to 6.75% for the marginal lending facility rate (TFPM).

After analyzing the risk factors weighing on monetary stability, the Monetary Policy Committee (CPM) held on June 26, 2023 in Yaoundé, the committee decided to keep the key rates unchanged.

SN

Page 05

BANKING AND FINANCE

CAPITAL MARKET

Cameroon Seek Rothschild & Co to Settle Foreign Loan

Official sources report that President Paul Biya, has agreed to the international financial holding company Rothschild & Co to structure the country’s foreign currency loan. The operation requires the Public Treasury to mobilize 200 billion FCFA on the international capital market, through a private placement.

As part of its foreign currency loan provided for by the amending finance law of this month of June, Cameroon intends to use the intermediation services of Rothschild & Co. The President of the Republic has thus given the go ahead for Minister of Finance Louis Paul Motaze to begin negotiations in this direction with the international financial holding.

Instead of a eurobond, as in 2015 and 2021, the government opted for a syndicated loan from bankers and other financial institutions. Some sources claim that the negotiations relating to this financing had first been started with the African Import-export Bank (Afreximbank) and the American bank Citigroup.

In addition, this new loan was agreed with the International Monetary Fund (IMF), during the 4th review of the economic and financial program with Cameroon. The funds mobilized will make it possible to clear part of the outstanding domestic debt that the state should have paid to its service providers according to its 2022 budget forecasts.

According to a financial analyst, Cameroon will have no difficulty finding this amount on an international market where there is an abundance of liquidity “But, he will have to pay the price. So we should not expect a 5.95% as two years ago with the eurobond”. The interest rate will therefore be the main issue of the operation and it is at this stage that the contribution of Rothschild & Co is expected to make the rating affordable.

Another reason given for the choice of this renowned international service provider, the friendly relationship of the head of State with the Rothschild family and more particularly the former Board Chair of the financial group, Benjamin de Rothschild, who died early last year.

It should be noted that Rothschild & Co is a financial holding listed on Euronext (the main stock exchange in the Eurozone) and controlled by the French and English branches of the Rothschild family. At the center of the financial markets for more than 200 years, the company offers advice on strategy and financing, mergers and acquisitions, as well as investment solutions to large companies, families and governments around the world. This operation, is provided for in the amending finance law currently being examined by the Senate.

Sorelle Ninguem

ELECTRONIC PAYMENT

SCB to Suspend Bank Cards

Following the disbursement beyond the regulations in the CEMAC zone, the subsidiary of the Moroccan group Attijariwafa, plans to suspend the bank cards of its users out of the subregion. The latter have up to thirty days after such an operation to produce the proofs of said excess.

In a press release published on July 4, 2023, the Societe Commercial de Banque Cameroun (SCB), a subsidiary of the Moroccan Attijariwafa, plans to suspend the bank cards of customers exceeding the spending limits outside the CEMAC zone (Cameroon, Central African Republic, Congo, Gabon, Equatorial Guinea and Chad).

“For any exceeding of the regulatory ceilings : beyond 5,000,000 FCFA for payments and withdrawals during trips and 1,000,000 FCFA for online payments, the use of electronic payment instruments is subject to justification in addition to travel documents (travel proofs) within 30 days. In case of non-receipt of the required documents, the bank sends a letter of formal notice to the client. After the period of 8 days without production of the latter, the payment instruments are suspended,” explains the General Management.

This announcement by the SCB comes in a context where, according to the letter from BEAC N°004/GR/2022 of June 22, 2022, the use of electronic payment instruments on automatic teller machines (ATM) and electronic payment terminal (TPE) outside CEMAC is subject to the production of proof of travel no later than 30 days from the first transaction. For one-off trips, the spending limit is set at 5 million FCFA per trip and person. For Cemac residents required to stay abroad for a relatively long period (in this case more than a month), the limit of 5 million FCFA / month is reduced to 2 million / month for students.

These spending caps set by the Central Bank are aimed at reducing currency flight. Article 6 of Regulation N ° 02 /Cemac / Umac / CM of December 21, 2018 regulating foreign exchange in the CEMAC provides for the freedom of transfers, payments and settlements of current transactions to foreign destinations, subject to the justification of the origin of the funds and the representation of the documents required by the regulations.

The central bank indicates a credit institution, using its liquidity steering wheel, of a transfer ordered by an economic agent who has not cleared all the import domiciliation files opened in its books, is assimilated to the execution of a transfer without all the supporting documents, sanctioned [mainly monetary sanctions] by Article 164 of the Regulation N ° 02/18/Cemac/Umac/CM of December 21, 2018 regulating foreign exchange in the Cemac.

SN

Page 06

POLITIQUE PUBLIQUE

NATIONALE NUMÉRO 11

Le démarrage des travaux est imminent

En visite de travail à Bamenda dans la région du Nord-ouest le 4 juillet dernier, le ministre des travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi a annoncé le début des travaux de réhabilitation de la Ring Road longue de 280 km.

Dans le souci de gagner en temps et de livrer le chantier dans les délais, le projet de construction de la nationale numéro 11 plus connu sous le nom de Ring-Road longue de 280 kilomètres a été subdivisé en plusieurs sections et attribué à trois entreprises adjudicataires à savoir : Bun’s, MAG Sarl et Bofas/Super Confort. La première étape qui va connaître le lancement des travaux est longue de 88 kilomètres. Elle va de Kumba passant par Nkambe jusqu’à Misaje.

Lors de sa visite de travail à Bamenda, ministre des Travaux publics Emmanuel Nganou Djoumessi est resté rassurant : « La construction de la Nationale numéro 11 appelée communément Ring-Road va commencer. Nous avons l’accompagnement de la BAD qui a approuvé les propositions de recrutement, de sélection des entreprises qui ont été faites par le gouvernement. Et nous commencerons par un lot qui porte sur 127 km. Les entreprises ont été sélectionnées. Ces travaux vont donc commencer dans les tout prochaines semaines pour une allocation d’un peu plus de 89 milliards de FCFA ».

Dans le cadre de la réalisation de la première phase des travaux, l’entreprise Bun’s va réaliser le tronçon Kumbo-Ndu, quant à l’entreprise MAG Sarl, elle va s’occuper de la section Ndu-Nkambe. Pour ce qui est de Bofas/Super Confort, elle va se charger du linéaire Nkambe-Misage, mais également de la voie de contournement de la ville de Nkambe.

« L’on se souvient qu’en juin 2021, la BAD bouclait la deuxième et dernière phase du financement partiel dans ledit projet. L’institution bancaire régionale signait alors avec la Cameroun, un accord de prêt de plus de 105 milliards de FCFA après 12 milliards en 2019. Le coût total du projet s’élève à 167,3 milliards de FCFA. La BAD contribue à hauteur de 117,8 milliards de FCFA, soit 87 % du coût total ; l’Africa Growing Together Fund (Agtf), un fond de la coopération entre la Banque africaine de développement et la Chine, apportera des financements (sous forme de prêt) de l’ordre de 27,9 milliards de FCFA et le gouvernement camerounais contribuera à hauteur de 21,54 milliards de FCFA. La construction de la Ring Road s’inscrit dans le cadre du Programme d’appui au secteur des transports qui obtient aussi le soutien de la BAD », révèle le journal EcoMatin.

Pour rappel, la nationale numéro 11 (Ring Road), est un projet dont la réalisation est attendue depuis de nombreuses années au regard des avantages qu’elle pourrait créer en retour à l’instar du renforcement de l’activité économique… En outre, cette voie va assurer l’interconnexion de la région du Nord-ouest jusqu’à la frontière avec le Nigéria. À date, il ne reste plus qu’à ce que ce projet puis être réalisé. Une fois que ce sera le cas, il contribuera à améliorer les conditions de vie des populations de la région du Nord-ouest.

Raphael Mforlem

ROUTE FOUMBAN-KOUPA-MATAPIT

Les travaux réalisés à 31 % en 4 ans

Ce projet, démarré depuis 4 ans dans le cadre du Plan d’urgence triennal pour l’accélération de la croissance économique (Planut) lancé par le président de la République en 2015, est quasiment au point mort à cause de plusieurs facteurs parmi lesquels le non-paiement des salaires du personnel.

Les travaux de construction de la route Foumban-Koupa-Matapit longue 54 km piétinent 4 ans après leur démarrage. En effet, le projet confié en septembre 2018 à l’entreprise tunisienne Soroubat dans le cadre du Plan d’urgence triennal pour l’accélération de la croissance économique (Planut), affiche un taux d’exécution de 31, 46 % pour une consommation des délais de 87,27 % au 23 juin 2023.

Ce projet, qui devrait pourtant durer 52 mois selon les clauses du contrat, accuse un retard criard du fait d’un certain nombre de contraintes liées à l’entreprise. Il s’agit notamment de « l’arrêt presque total des travaux sur le chantier en dehors des prestations de maintien de circulation ; le non-paiement des salaires du personnel d’exécution ; l’absence de certains personnels d’encadrement (Directeur de projet, ingénieur routier, ingénieur d’étude, etc.) induisant une insuffisance sur le plan organisationnel et le complément du matériel dédié aux travaux de couche de roulement », fait-on savoir au ministère des Travaux publics.

Pourtant, apprend-on de la même source, l’entreprise est bien équipée, la carrière dispose des équipements adéquats, la centrale de concassage est bien installée, les éléments préfabriqués pour les dalots sont disposés ci et là, le ferraillage est effectué, mais les travaux sont en arrêt, etc.

Rendu sur les lieux pour une visite d’inspection, le ministre des Travaux publics Emmanuel Nganou Djoumessi n’explore pas encore la piste de mise en demeure encore moins de résiliation de contrat avec l’entreprise adjudicataire malgré les piètres performances enregistrées. Au contraire, l’entreprise qui à son tour déplore le paiement des décomptes, devra poursuivre les travaux. Mais il lui est instruit entre autres, de « procéder au paiement des salaires du personnel d’exécution, mobiliser le personnel d’encadrement manquant sur le chantier afin de mieux s’organiser, accélérer et achever les travaux ; procéder au complément du matériel dédié à la couche de roulement et mieux s’organiser afin d’entamer les études complémentaires dans les 14 derniers kilomètres ».

Pourtant, le tronçon Foumban-Koupa-Matapit qui relie la région de l’Ouest à celle du Nord-Ouest jusqu’au Nigéria devrait permettre de fluidifier l’activité commerciale entre les deux régions et faciliter le déplacement des personnes. Le projet est financé par le budget du Plan d’Urgence Triennal à hauteur de 43,784 milliards de FCFA.

Relevons par ailleurs, que dans le cadre du projet ‘’Capitale régionale’’ de l’Adamaoua, le ministre de l’Habitat et du développement urbain (Minhdu) Célestine Ketcha Courtes a résilié le contrat de Soroubat CM à fin mai dernier. Pour cause, alors que l’entreprise était chargée d’exécuter les travaux d’entretien des voiries en terres de 7 km pour un coût global de 2 milliards de FCFA, elle a été « jugée défaillante pour non-respect des clauses du contrat après plusieurs mois de rallonge », faisait savoir le quotidien Cameroon Tribune.

Marius Zogo

Page 07

CONJONCTURE

BANANE DESSERT

Les exportations chutent de 14 468 tonnes au premier semestre 2023

En effet, sur les 6 premiers mois de l’année PHP, B PL et CDC réunis ont exporté 95 623 tonnes contre 110 091 tonnes à la même période en 2022. Cette performance à la baisse à imputable à PHP et B PL dont les exportations ont connu un recul de 15 879 et 1 873 tonnes sous la période sous-revue.

Les plantations du Haut Penja (PHP), la Cameroon development corporation (CDC) et la Boh plantation (B PL), les principaux acteurs impliqués dans la filière de banane au Cameroun, ont exporté 15 624 tonnes de ce produit de rente vers l’étranger. C’est ce que révèle l’Association bananière du Cameroun (Assobacam). La performance affichée au mois de juin est en hausse par rapport à celle du mois de mai. Durant ce mois, c’est 12 558 tonnes de banane qui sont sorties du pays. Soit une hausse de 3 066 tonnes (24,41 %).

Les performances du mois de juin sont à mettre à l’actif des 3 opérateurs qui ont enregistré des hausses de façon respective. En effet, les exportations de PHP sont passées à 11 947 tonnes en juin contre 9 761 tonnes en mai, soit une hausse de 2 186 tonnes (22,39 %). La hausse observée du côté de CDC est de 649 tonnes (32,97 %), car on est quitté de 1 968 tonnes en mai à 2 617 tonnes le mois. S’agissant de B PL, c’est une hausse de 231 tonnes (27,86 %) qui est enregistrée entre les deux mois. Après une performance en dessous des 1000 tonnes au mois de mai (829), le petit poucet de ce trio a remonté la pente pour atteindre les 1 060 tonnes le mois suivant.

Par rapport à la même période en 2022, on observe une baisse de l’activité de 2 192 tonnes (12,30 %) car on est passé de 17 816 tonnes pour les 3 opérateurs réunis en juin 2022 à 15 624 tonnes en juin 2023. Au cas par cas, cette tendance baissière est accentuée chez la filiale de la Compagnie fruitière de Marseille PHP, qui passe de 14 159 tonnes de banane dessert exportées en juin 2022 à 11 947 tonnes un an plus tard, soit une baisse de 2 212 (15,62 %). Elle est suivie dans cette lancée par B PL dont les exportations se chiffrent à 1 060 en juin 2023, contre 1 707 un an plus tôt, soit une baisse de 647 tonnes (37,90 %). Seul l’opérateur étatique du secteur CDC a affiché des performances en hausse de 667 tonnes (34,20 %), comparativement aux 1 950 tonnes exportées un an avant.

Pour le compte du 1er semestre de l’année en cours, le Cameroun affiche au total 95 623 tonnes de banane exportées contre 110 091 tonnes à la même période en 2022, soit une baisse de 14 468 tonnes (13,14 %). Sur cette période, aussi, la tendance baissière observée supra est aussi le même PHP et B PL affichent un recul de 15 879 et 1 873 tonnes de façon respective. En effet, le PHP est passé de 91 900 tonnes sur les 6 premiers mois de 2022 à 76 021 tonnes sur la même période l’année d’après. Du côté de B PL, on a chuté à 5 925 tonnes contre 7 798 tonnes un an plus tôt. CDC est la seule entité à avoir sorti la tête de l’eau durant cette période, car ses exportations ont culminé à 13 677 tonnes entre janvier et juin 2023, contre 10 393 tonnes l’année dernière. Soit une hausse de 3 284 (31,59 %).

Cindy Mbala

RELANCE ÉCONOMIQUE

Le Cameroun affiche un taux de réalisation satisfaisant

Selon la Banque africaine de développement (BAD), le Cameroun a procédé à la réalisation de plusieurs projets dans le cadre du Programme d’appui à la relance économique dans lequel le pays s’est engagé depuis 2022 à en croire le Rapport sur l’état d’exécution et sur les résultats.

Procéder à la consolidation budgétaire à travers l’appui à la dématérialisation du système fiscale et à l’amélioration de la qualité de la dépense publique, à la transformation structurelle de l’économie soutenue par un processus d’industrialisation tiré par un secteur privé dynamique à travers la viabilité budgétaire, et l’appui au climat des investissements et à la transformation de l’économie. C’est l’objectif du Programme d’appui à la relance économique (Parecam), dans lequel le Cameroun s’est engagé depuis 2022.

Financé à hauteur de 81 millions d’euros soit 53,1 milliards de FCFA, la Banque africaine de développement trouve le Programme d’appui à la relance économique du Cameroun satisfaisant. D’après le rapport sur l’état d’exécution et sur les résultats de mars 2023 rendu public par la BAD, c’est à l’issue de la toute première mission de supervision que l’équipe a fait le constat selon lequel les résultats sont encourageants. Au cours des travaux, la mission a passé en revue avec les autorités camerounaises les contours du programme et a validé les réalisations déjà des différents objectifs identifiés.

Parmi ces objectifs, l’on peut citer entre autres : le déploiement de la plate-forme de taxe limitant les interactions entre le contribuable et l’administration fiscale, le développement du système intégré de gestion fiscale, le système de suivi électronique de facturation pour les grandes entreprises, la signature de la circulaire de mise en œuvre des mesures d’application du code des marchés publics, la ratification d’un arrêté fixant les modalités d’organisation d’un forum annuel entre le gouvernement et les membres de la société civile engagés dans la gestion des finances publiques…

Même si la Banque africaine de développement juge les initiatives qui doivent être réalisées dans le cadre du Parecam–phase I, sur de bons hospices, certaines menaces empiètent à la bonne marche de ce projet qui a connu l’approbation du financement sur emprunt en juin 2022. « Le principal risque est celui lié à la gestion fiduciaire. Il est substantiel. Il existe un risque macro-économique et alimentaire modéré lié à la volatilité des cours sur les marchés mondiaux, accentuée par la guerre actuelle en Ukraine. Il y a aussi un risque sécuritaire lié aux tensions dans les régions Nord du pays ».

Rappelons que c’est le 6 décembre 2022, que le Programme d’appui à la relance économique du Cameroun (Parecam), a été rendu opérationnel et le premier décaissement des fonds rendu effectif.

Raphael Mforlem